

## CNR ou CNR ?

En s'adressant à la presse régionale, le « nouveau » président de la République qui envisage de descendre de l'Olympe jupitérienne où il a effectué son premier quinquennat, a annoncé sa volonté de réunir les forces vives du pays et créer ainsi un nouveau CNR. Qu'est-ce à dire ? Un Conseil national de la Résistance ? NON ! Un Conseil national de la Re-fondation !

Refonder signifie que ce qui a été fondé autrefois a disparu et qu'il faut réédifier ce qui s'est ainsi perdu ... L'État jupitérien a, en effet, aboli l'État républicain déjà bien délabré par les décennies de la Vème République dont la naissance est double : 1958 avec la nouvelle *Constitution* et 1962 avec l'élection prévue du président au suffrage universel. Depuis, la *Constitution* a été défigurée par les ajouts obligés de l'UE, en particulier le *Traité de Lisbonne*, reprise du *projet de traité constitutionnel* de l'Europe rejeté par referendum en mai 2005 par les citoyens français, qui **ont entamé la souveraineté de la France au point de la rendre inefficace voire vide de sens**. A la veille de l'élection des députés qui représenteront le pouvoir législatif de la France (12 et 19 juin 2022), vouloir réunir un conseil de refondation est un pléonasme politique et une imposture morale de première grandeur.

Quant au Conseil national de la Résistance, qui se tint pour la première fois clandestinement 48, rue du Four dans le 6ème arrondissement de Paris, en date du 27 mai 1943, il réunissait les représentants d'une quinzaine de mouvements de résistance, de partis politiques et de syndicats. Présidé par JEAN MOULIN, il vota une motion de soutien au général DE GAULLE engagé dans la lutte contre Vichy et l'occupant nazi depuis le 18 juin 1940. **Ce Conseil national de la Résistance, le seul authentique CNR, promulgua le 15 mars 1944 son programme intitulé « les jours heureux » adopté à l'unanimité**. La cinquième partie du second chapitre de ce programme est reproduite ici et constitue un vrai programme de refondation républicaine à mettre en place après ... 78 ans de mépris !

...

### « 5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

#### **a) Sur le plan économique :**

l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;  
une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes :

l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;

le retour à la nation des grands moyens de productions monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;

le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;

le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

#### **b) Sur le plan social :**

le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;

un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;

la garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;

la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de

larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;  
un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ;  
la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;  
l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;  
une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;  
le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

**c) Une extension** des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

**d) La possibilité** effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

... »

Il est temps que cesse cette imposture de la refondation qui confine à la forfaiture.

***Capitalismus delendus est.***